



Pour la défense de nos libertés

Retrait de la loi de sécurité globale !

Après les manifestations du 21 novembre du 28 novembre, qui ont réuni des centaines de milliers de personnes à l'appel de la coordination StopLoiSécuritéGlobale, des Marches des Libertés et des Justices se sont tenues partout en France samedi 5 décembre, puis le 16 janvier. Le mouvement pour la liberté d'information et pour le respect de l'état de droit et de nos libertés ne cesse de croître.

On a beaucoup parlé de l'article 24 dont l'objectif est d'empêcher la diffusion par les journalistes, reporters-photo, reporters d'images, documentaristes, membres d'observatoires citoyens mais aussi quiconque, des violences commises par les policiers ou gendarmes, renforçant ainsi le sentiment d'impunité des policiers violents et de multiplier les violences contre les manifestantes et manifestants.

Malgré une mobilisation de très grande ampleur (500 000 manifestant-e-s en France, le 28 novembre), déployée dans un contexte d'état d'urgence sanitaire et de confinement, le gouvernement et les parlementaires se sont contentés d'effets d'annonce s'agissant de la réécriture de cet article 24. Texte que le sénat semble vouloir fusionner avec l'article 18 du projet de loi « confortant les principes républicains », précédemment nommée « contre le séparatisme ».

En outre la disparition de cet article 24, si elle se produit, ne retire pas tous les autres articles liberticides de cette loi.

La loi Sécurité Globale va beaucoup plus loin que cet article 24

Le déploiement massif des caméras mobiles et des drones, s'ajoutant aux caméras fixes déjà existantes, couplés aux systèmes de reconnaissance faciale permettront d'identifier les citoyennes et les citoyens, les militantes et militants des associations, des syndicats et des organisations politiques. Cela entraînerait une capacité de surveillance généralisée de l'espace public, ne laissant plus aucune place à l'anonymat essentiel au respect du droit à la vie privée et ne pouvant avoir qu'un effet coercitif sur la liberté d'expression et de manifestation.

Ces dispositions liberticides, la remise en cause des lois de 1881 sur la liberté de la presse, de 1901 sur le droit d'association, s'ajoutant au nouveau schéma national du maintien de l'ordre, sont une menace et doivent disparaître

Nous ne voulons pas d'une loi qui porte atteinte aux libertés fondamentales et au regard des citoyen.nes.

Nous refusons que la France soit le pays des violences policières et des atteintes à la liberté d'informer.

Nous ne voulons pas d'une société où l'État peut voir avec des drones et des caméras piétons, sans être vu.

Nous soutenons que sans images diffusées par la société civile, les violences policières resteront impunies.

Nous rappelons que le droit français sanctionne les actes et non les intentions, comme le prévoit l'article 24 et d'autres projets de lois en discussion.

Nous refusons cette politique autoritaire et le basculement possible dans un état de police, nous ne resterons pas silencieux·ses ni assis·es !

Amplifions le mouvement en fédérant les syndicats, les collectifs, les associations, les organisations de défense des droits humains et toutes les citoyennes et les citoyens pour arriver demain au retrait de cette Loi Sécurité globale et après demain de toutes les autres lois liberticides

**Pour la liberté d'informer et d'être informés
pour la liberté d'expression
pour la liberté de manifester**

MARCHE DES LIBERTES
Rassemblons nous
au Palais de Justice
samedi 30 janvier 14h30

Collectif de défense des libertés fondamentales de Rouen

Association France Palestine Solidarité (AFPS), Comité de Réflexion et d'Action Laïque 76 (CREAL), Émancipation 76, Ensemble, Europe Écologie Les Verts, Fondation Copernic, Fédération Syndicale Unitaire (FSU 76), Générations, Groupe d'Action Féministe Rouen, La France Insoumise, Ligue des Droits de l'Homme de Rouen (LDH), Nouveau Parti Anticapitaliste Rouen (NPA), Parti Communiste Français 76, Parti de Gauche 76, Section Normandie du Syndicat national des journalistes (SNJ), Union départementale CGT 76, Union Syndicale Solidaires.....

et

Libre Pensée Rouen, Parti Ouvrier Indépendant (POI), Réseau Éducation Sans Frontières (RESF), Union Communiste libertaire,

en respectant la distanciation physique, masqué-e-s ...mais pas bâillonné-e-s !

cdlfdrouen@gmail.com